Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 2 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***13- 20 janvier 2021***

À 24 JOURS DE LA FIN DU MANDAT DE JOVENEL MOÏSE

Joseph Lambert « élu » président du Sénat...

Mises en place pour une fin de règne « en douce » ?

Par Léo Joseph

Si des mises en places sont activement effectuées, dans le monde des opposants du régime PHTK, afin d'assurer la transition post-Moïse, au Palais national, l'équipe au pouvoir, pilotée par le chef de l'État, est à pied d'œuvre, faisant des mises en place, dans le but de créer des modèles politiques de mises en place pour garantir une fin de règne heureuse dont l'ultime objectif consiste à créer un régime provisoire identique à celui qui a succédé à Michel Martelly.

Sénateur Joseph Lambert

Sénaateur Kedlaire Augustin.

C'est ce qui explique la nomination du sénateur Joseph Lambert,

Suite en page 2

LE RÉGIME MOÏSE-JOUTHE EN FAILLITE

La crise d'essence risque de perdurer

Par Léo Joseph

Si des automobilistes peuvent s'approvisionner en essence, auprès de certaines pompes de la capitale, après une rareté qui a duré plus de deux semaines, ils ont toutes les raisons de rester sur leur garde, car rien n'est assuré, quant à l'approvisionnement du pays en produits pétroliers de manière régulière. Puisque le régime Moïse-Jouthe en banqueroute, le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) ne peut pas honorer ses promesses, ni aux consommateurs haïtiens ni au fournisseur étranger. C'est, d'ailleurs, l'incertitude des dates de livraison annoncées par les autorités haïtiennes qui favorise l'importation de gazoline de la République dominicaine et des livraisons anarchiques observées dans la région métropolitaine de Port-au-Prince.

Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, le directeur général du BMPAD

En effet, les arrivées de produits pétroliers annoncées par le BMPAD, pour le jeudi 31

Suite en page 2

BONNE GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT : LE MODÈLE AMÉRICAN

Il n'appartient pas à tous les peuples de jouir de la démocratie

Le président sortant haïtien Jovenel Moïse.

Le président américain sortant Donal Trump.

Par Léo Joseph

Tels les disciples du Christ parcourant tous les continents et prêchant l'Évangile, les représentants des puissances dites tutrices s'érigent en « *apôtres intransigeants de la démocratie* ». Ils n'ont, toutefois, pas jugé nécessaire d'attirer l'attention sur la règle non écrite en vertu de laquelle certains peuples sont plus dignes que d'autres, eu égard à l'adhé-

Suite en page 1

GOOD GOVERNANCE AND THE RULE OF LAW: THE AMERICAN MODEL

Not All Nations Are Entitled to Enjoy Democracy

Le président américain sortant Donal Trump.

Le président américain sortant Donal Trump.

By Léo Joseph

Like followers of Christ who travel to all continents to preach the Gospel, the representatives of so-called Christian nations set themselves up as "uncompromising apostles of democracy." However, they do not deem it

Continued to page 5

HAPPENINGS!

Three NYPD Officers of Haitian Ancestry Promoted to Commanding positions

Deputy Inspector Gaby Céliba

Captain Derby St.Fort

As disturbing events in Washington, D.C. grab world attention, and COVID-19 becomes more threatening, and Haiti enters a dangerous phase of presidential term limit, a momentous event in New York failed to get the attention it deserves: The promotion to commanding positions of three

Continued on page 7

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 2

À 24 JOURS DE LA FIN DU MANDAT DE JOVENEL MOÏSE

Joseph Lambert « élu » président du Sénat...

Mises en place pour une fin de règne « en douce » ?

Suite de la page 1

à la tête du gouvernement du Grand Corps, une décision prise tôt ce matin, aux environs de 2 heures, au Palais national.

La décision de placer le sénateur du Sud-Est (Jacmel) à la tête du Sénat de la République a été prise, suite à une réunion à la résidence officielle du chef de l'État, au Champ de Mars, qui a duré six heures, dit-on. Au cours des délibérations les participants ont exposé les avantages de Lambert président de cette assemblée, qui se compose de seulement 10 sénateurs jouant le rôle de figurants. On se rappelle que Jovenel Moïse, par souci d'exécuter son agenda politique, qui visait à diriger le pays à coups de décrets, avait, illégalement, écourté le mandat de vingt sénateurs dont dix, élus pour 6 ans, ont été expulsés en même temps que ceux dont le mandat venait à prendre fin après 4 ans. Les sénateurs élus pour six ans, tous des critiques sévères de la politique calamiteuse de Jovenel Moïse et de ses nombreuses dérives, parmi eux, les sénateurs Youri Latortue, Évalière Beauplan, Nènèl Cassy, etc., faisaient figures d'opposants de Nèg Bannann nan au sein du Parlement.

Le gouvernement du Sénat entre les mains des criminels

Si le sénateur du Sud-Est se trouve, depuis des années, sous le coup d'une accusation pour assassinat dans une affaire, dont le cabinet de Me Mario Beauvoir est chargé, ses deux autres collègues, qui font partie du gouvernement du Sénat, ne sont pas en reste à son égard.

En effet, le sénateur Kedlaire Augustin, « *élu* » vice-président, a été arrêté après que son véhicule ait été pris en filature par une patrouille de la PNH à la recherche d'un véhicule qui avait été impliqué dans un kidnapping.

Le jeudi 12 mars 2020, aux environs de 2 à 3 heures de l'après-midi, une patrouille policière était tombée sur un véhicule Toyota Prado, sans plaque d'immatriculation, doté de gyrophare. Selon le rapport de la Police, cette voiture avait été signalée dans la perpétration de neuf kidnappings. À noter que la description de ce tout terrain et ses occupants, rapportée à la Police par des riverains concernés, avait facilité la mise aux arrêts de la voiture et les deux hommes qui s'y trouvaient, le sénateur Kedlaire Augustin, en personne, accompagné du chef de son cabinet.

Comme le sénateur Augustin refusait de s'identifier, il a été un peu bousculé avant d'être conduit au commissariat le plus proche où il s'identifia avant d'être libéré. Il devait porter plainte au Sénat et ses collègues ont fait pression sur la PNH jusqu'à ce que le commandant du commissariat, Jean Gospel Monélus, ait été mis en disponibilité.

A l'occasion de la même élection, un autre sénateur, Gracia Delma, est élevé au grade de secrétaire du Sénat. Il semble que, désormais, cette institution soit dotée d'une équipe homogène. Car, à l'instar de MM. Lambert et Augustin, le nouveau secrétaire du Grand Corps, est un membre à part entière de la pègre.

Sénateur Gracia Delva.

Le sénateur Gracia Delva a été identifié, via son téléphone, comme étant l'autorité qui servait de liaison entre le Palais national et le chef de gang Arnel Joseph. C'est aussi par le truchement de ce dernier que le chef de l'État faisait aboutir des armes et des munitions à Joseph, en sus de lui verser les traitements que lui versait la présidence.

Le sénateur Delva a été également identifié comme étant le kidnappeur qui avait enlevé le mari d'une de ses voisines qu'il avait, pourtant, promis d'aider à libérer. En fin de compte, la femme de la victime a été obligée de verser une rançon de USD 50 000 $ pour obtenir la libération de son mari.

À coup sûr, ce scénario dans lequel est présenté Joseph Lambert a tout l'aire d'être celui échafaudé par Jovenel Moïse ou concocté en collaboration avec lui. À la lumière des rumeurs qui couraient, le mois dernier, concernant les velléités du sénateur du Sud-Est ambitionnant de se faire parachuter à la primature, à défaut d'atterrir au Palais national, d'une manière ou d'une autre, d'aucuns diraient qu'en avalisant la solution Lambert, Josevel Moïse serait en train de s'auto-infliger un coup d'État. À moins que des hommes de l'entourage du chef de l'État veuille se refaire une virginité politique dans l'équipe du nouveau président du Sénat, une fois Jovenel Moïse mis hors-jeu. L'autre alternative serait que ce dernier réussisse à damer le pion à ces millions de citoyens qui s'apprêtent à investir les rues des villes d'Haïti, et même en diaspora, à partir du 15 janvier, pour qu'il « *rache manyòk li bay tè a blanch*», même avant le 7 février.

Fanfaronnade à outrance

À près de 24 jours de la fin de son mandat constitutionnel, Jovenel Moïse ne se rend même pas compte que le vide se fait déjà autour de lui. Certains de ses plus proches collaborateurs sont déjà arrivés à bon port. Car, dans l'entourage du président, on ne parle que de stratégie d' « *évacuation du pouvoir* ». C'est pourquoi tout le monde se débrouillent comme ils peuvent pour ne pas être pris au dépourvu, à la dernière minute. Aussi les faux semblants affichés, dans les milieux officiels, sont considérés comme « *fanfaronnade à outrance* », une stratégie dont l'objectif consiste à convaincre autrui de la volonté de l'équipe au pouvoir de se battre jusqu'à la dernière cartouche. Mais c'est surtout leur façon de convaincre tous qu'ils mettent le cap inexorablement sur le 7 février 2022 qui vise à impressionner.

Le grand danger dans tout cela, des naïfs et des crédules se laissent entraîner dans la logique du 7 février 2022, alors, que le président et sa famille, ainsi qu'une poigne de proches collaborateurs se préparent à vider les lieux « *ponctuellement* ».

L.J.

LE RÉGIME MOÏSE-JOUTHE EN FAILLITE

La crise d'essence risque de perdurer

Suite de la page 1

décembre, n'ont pas eu lieu. Les deux tankers transportant respectivement 160 000 barils de gazoline et 250 000 barils de diesel, à cette date, et deux jours plus tard, ne sont pas arrivés aux moments indiqués. Dès lors, la rareté d'essence, qui commençait à s'installer à la capitale, n'avait pu être jugulée. Selon des sources proches des milieux pétroliers, un seul des deux bateaux annoncés avait pu toucher port. Mais cela ne veut pas dire que tout le stock a été débarqué. Puisqu'un proche du directeur général du BMPAD, que cette opération a été ajourné, faute de fonds pour payer la facture.

Livraison partielle d'essence, restriction dans la distribution

Si les automobilistes se montrent moins nerveux, aux abords des pompes, ces quatre derniers jours, les consommateurs ne sont pas, pour autant, de tout repos, sachant que les livraisons effectuées ne suffisent pas pour satisfaire les besoins du marché local. Car le stock annoncé par le BMPAD a à peine été livré à moitié. Voilà pourquoi les pompes persistent à mesurer le rythme de distribution. En tout cas, les gallons en plastic n'ont pas encore disparu du paysage, et le prix de l'essence à la pompe dépasse déjà 1 000 gourdes le gallon.

Les autorités de contrôle de produits pétroliers sur le territoire national ayant trop souvent fourni des informations inexactes, ou délibérément mensongères concernant les dates d'arrivée des tankers, ont arrêté de faire de telles prévisions, laissant les automobilistes dans l'incertitude. Une confirmation que la crise ne sera pas de sitôt écartée Dans les milieux économiques, à la capitale haïtienne, est accréditée la rumeur selon laquelle le régime n'a pas les ressources nécessaires pour payer la facture et assurer la livraison de la marchandise.

Au fait, on laisse croire que le bateau dont l'arrivée avait été annoncée, par le BMPAD, pour le 31 décembre, avait effectivement mouillé dans la rade de Port-au-Prince, à la date prévue. Mais il a fallu plusieurs jours avant que l'acquittement de la dette soit effectué, partiellement, dit-on.

Pour l'instant, il existe un manque à gagner par rapport à la livraison faite. Aussi, la crise n'a-t-elle pas été véritablement résolue. Au contraire, les consommateurs ont comme une épée de Damoclès suspendue sur leur tête sous forme d'une crise en permanence. Cette incertitude dans la livraison des produits pétroliers en quantité suffisante pour alimenter le marché local, que les autorités ne peuvent garantir, comme c'était le cas, dans le passé, obligent certains à se tourner vers la République dominicaine pour suppléer à cette carence.

Le marché pétrolier haïtien vogue dans une situation extrêmement dangereuse, par le fait que les autorités concernées mènent les opérations relatives aux transactions sur le pétrole dans l'opacité totale. Le BMPAD se tait sur les dettes du gouvernement au fournisseur étranger, quand les factures sont payées et combien sont les versements. De cette manière, personne ne peut prévoir à quel moment pourrait surgir une crise dans ce secteur. Généralement, les consommateurs haïtiens tombent comme par hasard sur la rareté d'essence seulement quand il se voit refuser l'approvisionnement à la pompe.

Présentement, en Haïti, les citoyens ignorent qui détient le contrat de livraison de produits pétroliers au pays. Car le PMPAD observe le mutisme total par rapport à son conflit avec la société « Prebel-Rish Haïti », une entreprise dans laquelle les deux beaux-frères de Michel Martelly, Gesner Champagne, dit Ti-Ges, et Kiko Saint-Rémy sont des actionnaires. Au mois de novembre, cette compagnie se gardait de livrer l'essence, à Port-au-Prince, faute par le BMPAD de payer la facture qui était en souffrance. Le conflit s'était encore aggravé, après que les autorités

Suite en page 3

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 3

LE RÉGIME MOÏSE-JOUTHE EN FAILLITE
La crise d'essence risque de perdurer

Suite de la page 2

haïtiennes eurent saisi de force les tankers qui ont été vidés de leurs cargaisons sans que soient payées les factures.

Depuis que la Preble-Richa Haiti a, dans un communiqué en date du 13 novembre, fait état de ses démêlés avec le gouvernement haïtien de ce conflit autour du problème des dettes de celui-ci envers elle, dénonçant la saisie de ses tankers, on n'entend plus rien de l'affaire. Tout porte à croire que l'État haïtien n'a toujours pas payé la facture en souffrance. Il semble que le BMPAD ait mal géré le conflit et se trouve, présentement, sans fournisseur de produits pétroliers.

Mais des rumeurs font croire que, au moins un bateau serait arrivé en port, à la capitale. Mais la crise est bien présente, dans la région métropolitaine. Certains milieux prétendent que des distributeurs se seraient regroupés en «*coopératives* » pour acheter des camions citernes de gazoline individuels pour être distribués à des pompes ciblés formant leurs réseaux. Si cette information se vérifiait, il faudrait alors conclure que le BMPAD ne s'est toujours pas acquitté de sa dette envers la Peble-Riche Haiti.

Cette situation pourrait bien expliquer l'importation de gazoline, par terre, de la République dominicaine, une activité qui ne saurait être menée sans l'autorisation du pouvoir. Selon toute vraisemblance, les importateurs de produits pétroliers par la frontière seraient des proches du Palais national. Car, faisant flèche de tout bois, dans la recherche d'opportunités de battre monnaie au détriment de l'État, Jovenel Moïse et ses alliés au pouvoir inventent toutes sortes d'occasions pour piller la caisse publique. La fin du contrat avec la firme Peble-Rich Haiti, dont l'échéance est arrivée le 13 novembre, offre à ce monde une autre opportunité d'importation clandestine. Il y a fort à parier que l'achat de gazoline de l'autre côté de la frontière est réalisé en partenariat entre la famille présidentielle et des hommes d'affaires proches du Palais national, laissant la responsabilité du financement au BMPAD.

Cette crise d'essence arrive au mauvais moment

Les conditions sont réunies pour que cette crise de produits pétroliers, que connaît le pays, durent longtemps. En pleine fin de règne, Jovenel Moïse, dont la gestion des affaires de la nation était déjà calamiteuse, a totalement perdu son emprise sur la machine administrative. Avec un régime en faillite, il a perdu ses capacités de générer les fonds dont le pays a besoin pour financer la dette publique. Non seulement les sources de crédits se sont asséchées, surtout en raison de certaines mauvaises transactions restées impayées, comme, par exemple, les problèmes du régime avec la société Peble-Rich Haïti, mais aussi à cause de la réticence affichée par des bailleurs de fonds traditionnels hésitant à s'engager.

Comme, de fait, les négociants qui, il y a à peine deux ans, s'empressaient de faire des affaires qui remportaient de juteuses commissions, ne faisant plus confiance à Moïse, ont porté leurs espérances ailleurs.

De toute évidence, les conditions ne sont plus favorables à l'enrichissement, au moment où la présidence de Jovenel Moïse touche à sa fin. Les sources de financement n'existent plus pour le régime *Tèt Kal*e dirigé par Nèg Bannann nan, sur le marché international, particulièrement auprès des bailleurs de fonds habituels. Sur le plan local, les milieux financiers prennent leurs distances par rapport à Nèg Bannann nan qui n'a pas su bien traiter des membres de cette famille.

Observant les déboires financiers que l'occupant du Palais est en train d'essuyer, des observateurs se croient autorisés à dire que cette attitude est due au fait que le milieu financier en général ne pense pas que la présidence de Jovenel Moïse survivra au-delà du 7 février. Dans cet ordre d'-idées, les consommateurs de produits pétroliers doivent se préparer pour une rareté de longue durée. Présentement occupés à gérer une fin de règne, il lui reste peu de temps et de ressources pour s'occuper des affaires du peuple. N'est-ce pas le cas de dire, d'ores et déjà, que Jovenel Moïse se considère démissionnaire ?

L.J.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

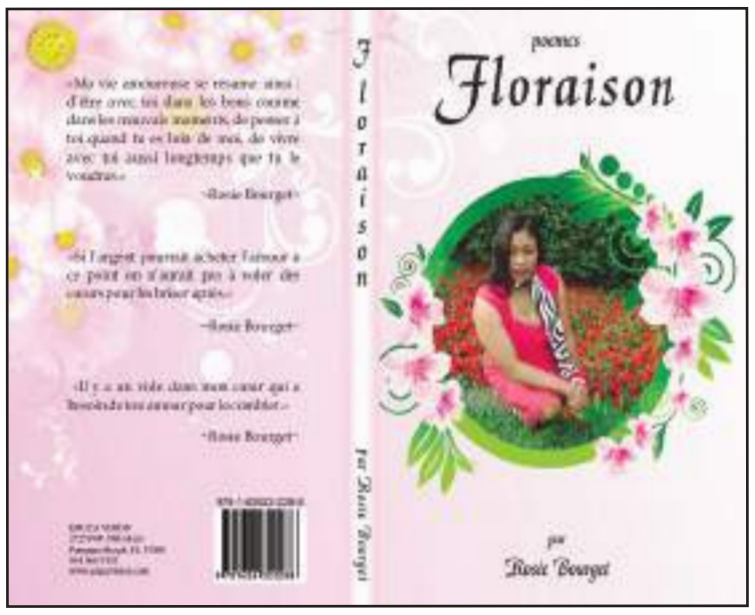
ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 4

ARTS ET SPECTACLES

La « gué-guerre » entre Zin et Phantoms

Par Thierry Antha

En marge du coup d'État contre Jean-Bertrand Aristide et de ses deux ans d'exil circonstanciel, à Washington, s'est écrit l'histoire de la guerre fratricide de la musique haïtienne de tendance Rasin, aux antipodes du contemporain communément appelé Kompa. La volonté de la première de s'-engager dans le courant populaire Lavalas, qui charriait l'idéologie du président déchu, les avait galvanisés au point de favoriser la création d'une couverture médiatique américaine visant à mettre toute musique ethnique Rara au rang de musique de masse, véritable réflexion du courant Lavalas, tant en Haiti qu'en diaspora. Ce faisant, le Kompa, le trésor national haïtien et symbole de la modernité musicale, était vilipendé comme expression musicale de la bourgeoisie, qui ne veut rien entendre de la misère endémique et l'exploitation éhontée qui sévissent en Haïti. Cet anachronisme historique contre l'œuvre de Nemours Jean-Baptiste, un fils du peuple, constitue une des pages les plus sombres de l'histoire de cette rivalité politico-culturelle haïtienne, de triste mémoire des années 90, à mettre en relief, en tant que chroniqueur et historien. Cependant là où le bât blesse, cette phase historique musicale concerne une jeunesse haïtienne très zélée à la cause de l'ancien curé de Saint-Jean Bosco, devenu le politicien le plus populaire, lui ayant voué une allégeance aveugle doublée d'une ceinture de sécurité « *à tout casser* », en diaspora, dans l'idée d'assurer la protection du « *sauveur* » des masses haïtiennes dont on exigeait le retour en Haïti à cor et à cri. C'était une guerre livrée par Lavalas contre ceux que les partisans du prêtre défroqué appelaient les « *vestige*s » de macoutes nostalgiques et ennemis de la cause du peuple.

On se plaît à dire à la guerre, comme à la guerre. Cependant, il faut reconnaître que cette triste compétition sans grandeur a transcendé le monde de ces deux formes de musique Rasin et Kompa pour atterrir dans la «*gué-guerre* » musicale ayant opposé Zin et Phantoms dans la conquête du cœur des jeunes haïtiens de New York. Il faut, certes, avouer que l'un de mes articles, qui avait accrédité Zin du titre « *Force tranquille* », dont la propension du groupe à travailler dans le silence accouchait de plusieurs hits, avait accentué la compétition entre les deux orchestres. En revanche, Phantoms s'est auto-proclamé la « *Force qui tranquillise* » auprès de son jeune public. En fait, il n'est pas du devoir du chroniqueur de juger de la teneur des quolibets que les musiciens se décernent mutuellement et de participer aux « *voye pwen* » qu'ils échangeaient. Tout ce que l'on pouvait faire, à l'époque, consistait à laisser ces commérages se limiter dans les clubs et restaurants haïtiens que fréquentaient les fanatiques de différentes tendances, les exigences du métier nous ayant imposé la responsabilité de couvrir les faits et les nouvelles dignes d'être publiés, sans parti pris. En tout cas, *Haïti-Observateur,* grâce à sa résilience, était toujours présent, sur le terrain, comme miroir reflétant objectivement l'ébullition des manifestations des adeptes de Lavalas, où les militants, chauffés à blanc, chantaient à tue-tête : « *Ayiti-Obsèvatè, Rey Jozèf, si w la, ou mèt ale* ». Sans savoir que leur réaction primaire d'antagoniser tout ce qui n'avait pas épousé leur philosophie politique allait être publié fidèlement dans le journal.

De mémoire de chroniqueur, d'historien, et de témoin oculaire de l'évolution de l'industrie musicale haïtienne de l'époque, il ne m'était jamais venu la moindre idée que cette guerre fratricide entre Phantoms et Zin, à l'époque, les deux jeunes groupes les plus populaires du Kompa, pouvaient être des plus viciés et virulents, jusqu'à lancer le monde politique en chute libre à l'époquue. En effet, ma surprise fut de taille quand Jenssen, le batteur et manager de Phantoms, approcha Moses Maurice et moi pour nous suggérer un marché des plus indécents. En ce temps-là le groupe Zin venait de sortir son titre à succès, « *Ti Kòk* », qui était à l'une des bars et des stations radios de New York. Une notoriété qui n'avait pas plu à la compétition jurée de Phantoms, naturellement. Et cela d'autant plus que ce tube survenait deux mois après que Zin eut remporté le titre de meilleur groupe haïtien de l'année décernée par le «Caribbean Music Awards » de l'année. La conjuration du manager visait à ruiner Zin politiquement auprès du leader Lavalas en exil à Washington. Vu que le symbole politique du parti de Jean-Bertrand Aristide était le « *Kòk Kalite* », il avait suggéré que cet auteur écrive un article diffamatoire accusant Zin de se moquer du symbole de ce groupe politique et de minimiser le « *Kòk Kalite* », qui serait devenu « *Ti Kòk* ». Voilà une boutade, un « *voye pwen* », contre la chute du régime d'Aristide qui ferait monter le patron de Lavalas sur ses ergots, au point de permettre aux gars du Phantoms de lui soutirer dix mille dollars, dont trois mille cinq cents reviendraient à *Haiti-Observateur*, en guise de « *pourboire* ». Il y avait de quoi tomber en pamoison instantanément devant cet opprobre dont l'inventeur ignorait tout de l'intégrité et du professionnalisme caractéristiques de l'équipe du journal.

Sur le champ, je lui fis savoir que l'auteur et l'organe qu'il représente ne se prostituent jamais. Non seulement que tout Lavalas avait frappé *Haïti-Observateur* de total boycottage, en raison de son professionnalisme et de sa dénonciation des pratiques qui n'ont rien de démocratique contre l'opposition, il n'est pas de la déontologie de notre profession d'inventer des faits improuvables, et plus précisément, dans le texte musical de Zin, par rapport à son titre « *Ti Kok* ».Sur le plan juridique, pareille diffamation et fausse accusation pourraient coûter au journal et à son auteur des larmes financières des yeux que Phantoms ne pourra jamais payer avec son offre de pitance et de médiocrité compétitive. Peut-être les média Lavalas seraient mieux placés pour exécuter pareille basse besogne de militantisme, suggéra alors Moses Maurice. Ainsi fut déjoué le sinistre complot qui visait à impliquer *H-O* et cet auteur dans cette cabale déstabilisatrice de Zin dans la guerre d'-hégémonie musicale entre ces jeunes groupes musicaux à l'-avantage de Phantoms. La vérité est la famille du temps, disaient les Romains. Et le temps a donné raison à *Haiti-Observateur* quand King Kino est descendu dans nos bureaux, au Brooklyn Navy Yard fustigiant Lavalas et son pilote. À telle enseigne que, dans sa colère rouge, il a parlé de « *battre le chien avec son maître*». L'histoire demeure un comptable incorruptible. Et aujourd'hui, en ce début de l'an 2021, on ne peut que se demander que sont devenus tous ces jeunes gens chauffés à blanc à la cause de Lavalas et comment ce courant politique, sous les régimes combinés d'Aristide et de Préval, ont-ils réussi à éradiquer la misère des masses ?

Cette page d'histoire musicale haïtienne demeure aussi vieille que neuve dans la politique d'Haiti et du tiers-monde avec ses litiges historiques des fonds détournés à justifier et à soutirer par les militants zélés auprès du leader du parti au pouvoir. Et ceci, pendant qu'on sacrifie des innocents présentés comme des opposants coriaces à limoger ou à déstabiliser sans la moindre évidence. Il est vrai qu'il est difficile au roi de connaître la vérité de la part de courtisans sans foi ni loi. Cependant, sa foi dans la dévotion des courtisans lèche-bottes constitue la source de maints maux, continuant à miner les assises de nombreuses nations, tant que des citoyens de valeur sont sacrifiés sur l'autel du militantisme politique sans se soucier le moindrement de l'intérêt du développement national. Le monde connaît, certes, les fameuses guerres des religions, cependant celle de la musiques Rasin contre le Kompa est une réalité politico-culturelle très peu connue en Haïti ou dans la diaspora haïtienne de New York, qui n'était pas mise au parfum de cette fausse propagande. Cependant, la rivalité déloyale constaté n'avait duré que le temps de l'exil de Jean-Bertrand Aristide. Elle s'est évaporée avec son retour à Port-au-Prince, comme si le combat s'était arrêté faute des combattants et de but précis tant que Lavalas personnifié avait été rétabli au Palais national, à Port-au-Prince. En un mot, comme en dix, ce n'est qu'un chapitre parmi tant d'autres dans les mémoires à venir de cet auteur sur la politique et la musique haïtienne.

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 5

OBITUARY

Paulette Saint-Lot Franck died in Florida

Paulette Saint-Lot

SPĒCIAL TO HO: Paulette Saint-Lot Frank passed away peacefully on Tuesday, January 5, 2021, in Pembroke Pines, Florida, having been diagnosed, in early November 2020, with acute leukemia. She died from complications resulting from her illness.

Born in Port-au-Prince, Haiti, on February 3, 1932, Paulette was the youngest of three children of Aglae Saint-Lot (nee Rameau) and of Dr. Emile Saint-Lot, a distinguished diplomat, Ambassador of Haiti at the inauguration of United Nations. Also, a former Cabinet Minister, he was a reputed jurist.

Paulette is survived by her sons Jacques Delatour and Guy-Emile Delatour, as well as by the children of her heart, those of her beloved late siblings Simone Saint-Lot Lafontant and André Saint-Lot. Mother and dear auntie, she raised them all. Paulette was blessed with nine of her own grandchildren, a host of great and great-great grandchildren, nieces, and nephews.

In 2010, Paulette was preceded to their eternal home by her loving husband, Dr. Henry

Frank, the former Consul General of Haiti in New York and one of the founders and Executive Director of the Haitian Centers Council in New York.

In the early 1950s Paulette Saint Lot went to England and Spain to study classical music. She became an outstanding mezzo-soprano. During her opera career, she played soloist roles as Carmen in Carmen de Biset, Amneris in Aïda de Verdi, Azucena in Il Travatore de Verdi and many more, with the New York State Opera Society and the Harlem Civil Opera.

Her classical training did not prevent her from giving her heart to Haitian folk culture, song, and dance. She had joined the famous *"Troupe Nationale Foklorique d'Haiti"* which won many awards worldwide. Paulette was the founder and choreographer of the dance troupe the *Ibo Dancers* of Haiti. She also produced and directed the first Haitian musical in the U.S., *Lakou Lakay*, which was first performed at the Brooklyn Academy of Music on June 2, 1985.

Despite her passion for music, Paulette Saint-Lot also had other careers. She first worked at Haitian embassies in England and Spain where she began her professional diplomatic career. After leaving Europe, during the mid-50s she returned to Haiti and worked in the Tourism Bureau to help promote and develop tourism in the Caribbean island. That was during Haiti's golden age of tourism when Haiti was No. 2 for tourism in the Caribbean, with Cuba No.1, and Puerto Rico No. 3.

In in April 1964 Paulette Saint-Lot came to the US, more specifically to New York City. Soon after her arrival in the melting pot that is NYC, she landed her first job as a translator at the United Nations. While at the UN, it did not take long for officials of the Organization of African Unity (0AU) to discover her and recruit her to join their organization. She enjoyed a 27-year career at the OAU during which she rose through the ranks to become Executive Financial Officer, until she retired in 1991.

In addition to her impressive diplomatic career, Paulette was also the anchorwoman for a Haitian Television program in New York and proofreader/sports editor for the first Haitian newspaper in New York, the *Haiti-Observateur.*

To her children, grandchildren, great and great-great-children as well as to the Saint-Lot, Rameau, Innocent, Delatour, Lafontant, Dubuisson, and Frank families, extended families, friends, and colleagues of the beloved "Poupoule," we present our heart-felt condolences.

GOOD GOVERNANCE AND THE RULE OF LAW: THE AMERICAN MODEL

Not All Nations Are Entitled to Enjoy Democracy

Continued from page 1

necessary to draw attention to the unwritten rule that some nations are more worthy to benefit from democracy than others. Apparently, the blind adherence of Westerners to this political system is closely guarded for themselves. In that light, the events in Washington, D.C., on Wednesday, January 6, are a wake-up call for Haitian citizens who take seriously the struggle for freedom and justice in their country. For, in their efforts to preserve democracy at home, Haitians would have expected a gesture of solidarity on the part of the "keepers of the system." Instead, they have been victimized by the discriminatory policy of double standard.

Indeed, the behavior of Donald Trump, at the helm of the Star-Spangled Republic, has shocked and revolted the world. The spontaneous outcry of the citizens is laudable, especially when the sanctions mentioned by U.S. legislators prove to be clearly proportional to the abuses. But there is no way missing the nonchalant attitude displayed by the same sectors in situations that are similar elsewhere in the world, if not worse. In this respect, the Haitian people have much to complain. Perhaps it is time to ask God to deliver us from our Western friends, the Americans in the first place, as we devise our own way to deal with our enemies. In the specific case of Haiti, for more than eight years the population has endured bad governance, assassinations, State massacres and other criminal acts committed by the rulers and their proxies. Meanwhile, the "friendly" countries have ignored the people's calls for solidarity.

The Democratic Party's push in Washington to remove the U.S. president just nine days before the end of his constitutional mandate should be a wake-up call to the conscience of democrats, wherever they may be. Imagine that his actions are so egregious that there is no waiting for the January 20 swearing-in of President-elect Joseph Biden to attend to this. The spontaneity shown by the proponents of "impeachment" in setting the process in motion contrasts with the way such initiatives are contemplated in the case of Haiti.

It is no secret that initially, as the PHTK, *Bald-Headed* regime, assumed power with Michel Martelly, misappropriation of public funds, including the $4.2 billion PetroCaribe Fund, and other heists, clearly circumvented the Constitution and the laws of the land. Following in the footsteps of his mentor, Jovenel Moïse. at the helm of their political entity, continues their destructive operation, perfecting crimes all along in all areas. Taking the country totally hostage, they multiply their criminal financial operations in partnership with armed gangs throughout the country. Modeling themselves from the self-styled "Legal Bandit" Michel Martelly, the bandits terrorize families, carry out assassinations, stage serial massacres, robberies and, in the last three months, turned to kidnappings for ransom.

Based on reliable sources, unsuspected individuals, such as former and current parliamentarians linked directly to the presidency are involved in this nefarious business, serving as liaison between government and criminals. Following gang raids in certain shantytowns, particularly in La Saline (Port-au-Prince), human rights organizations issued credible reports of what happened. Such were *"Fondasyon Je Klere"* (FJK) and the *"National Network for the Defense of Human Rights"* (RNDDH), which listed dozens of people who had been massacred, felled by bullets, or chopped up by knives and machetes, whose corpses were either burned or dumped on garbage heaps where dogs and wild pigs feasted. In the case of La Saline, the RNDDH listed more than 70 victims, among them women and young children.

Mobilization to remove Jovenel Moïse from office

The scenes reported above objectively describe the profile of the presidency of Jovenel Moïse. Certainly, he is not the same citizen that some 500,000 Haitians, from a total of about 6 million citizens of voting age, had elected as Chief of State. In other words, that president, currently at the National Palace, is not the same person his supporters elected in 2016. Just as, in the United States, the person elected in 2016 was no longer the same candidate in November 2020. The proof is in the pudding: Joe Biden won overwhelmingly, having been given a firm mandate.

Clearly, the political forces are justified in their mobilization for Trump's removal through the "impeachment" process. The offenses committed by the American president call for immediate action. In that sense, Americans, through their leaders, know how to stand up and defend democracy. Thus, they have taken the right initiatives at the right time. This is good for the United States and Americans and their allies among the "great democracies." However, that is not for Haiti and Haitians!

Considering the Democrat-initiated offensive against Donald Trump, who has also been pilloried by some Republicans, advocates of democracy in Haiti should regain courage. They

Continued to page 12

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:15 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè gwo chèf pa tande, yo fè sa yo vle, epi bra yo pran nan moulen ! Sa k mouri zafè a yo, men youn bann anba kòd !

Sa k pase nan peyi Etazini, semèn pase a, se jamè vi. Gade kijan peyi a fè bèkatè, youn peyi ki toujou ap bat pòtray li kòm premye nan kesyon demokrasi a, ki pran devan byen souvan, swadizan l ap pote demokrasi nan lòt peyi ! Enben, sa k ap pale toupatou nan lemonn se atak kont « *Capitol* » la, gwo bilding nan Wachintonn kote tout senatè, kongrèsmann ak kongrèswoumann, reyini pou diskite epi ekri lwa pou dirije nasyon an. Se kòmsi se youn kout kouto demokrasi a pran bò kè l, paske se lalwa ki fondman demokrasi a.

Asireman, mwen konnen nou suiv tou sa k te pase, kote manifestan ki te tounen tèworis te anvayi Kongrè a, fè gwo dega. Bondye fè mounn k ap bay lejislatè yo ak vis-prezidan an pwoteksyon te gentan pati ak yo al mennen yo kache youn kote pou tèworis yo pa t gentan met men sou yo. Vrèman, nou pa konnen sa k te ka rive yo. Sandout kèk pami yo te ka menm ateri nan peyi san chapo.

Antouka, jan tèworis yo aji, sa ban nou youn lide ke bagay ki pi grav te ka rive. Pa egzanp, nou te wè younn ladan yo chita sou chèz devan biwo *Nancy Pelosi,* 2 pye l anlè sou biwo madanm nan. Kòm nou konnen, se Madan *Pelosi* ki prezidan Chanm depite a (Congress), 3zyèm pèsonaj an liy de pou ranplase prezidan an, apre vis-prezidan an, si youn bagay ta rive prezidan an. Enben tèworis yo chavire tout bagay nan biwo madanm nan tèt anba epi yo pati ak « *laptop* » li, kivedi konpitè kote l gen tout diskisyon sekrè anrejistre. Atò nou kwè se layk dis layk dat y al kase pòt biwo prezidan Chanm depite yo ? Bonjan envestigasyon pou nouvo pwokirè ferderal la, sa yo rele *Attorney General* la. Ant parantèz, se *Merrick Garland,* jij Lakou siprèm prezidan *Barack Obama* te nonmen nan mwa mas 2016, men ke Sena a, sou kontwòl *Mitch McConnell,* repibliken, te koule, paske l te di se youn lane elektoral, yo pa ka apwouve jij. Poutan, ane pase, youn semèn anvan eleksyon 3 novanm nan, yo te apouve jij *Amy Comey Barrett,* ki se youn repibliken.

Ann chita sou deblozay 6 janvye a. Senk (5) mounn mouri, youn polisye *Capitol* la pami yo, *Brian Sicknick,* 42 zan, mounn *New Jersey,* ki nan Fòs Polis Kongrè a depi lane 2008, menm lane *p*rezidan *Obama* te monte opouvwa. Anplis de mounn ki mouri, gen anpil ki blese, ki toujou lopital. Sa fè nou konprann ke pami manifestan yo te gen mounn byen ame, ki te menm nan sèvis militè, tankou youn dam ki trepase anndan Kongrè a kote polisye te tire sou li. Yo rele l *Ashli Babbit,* ki se youn veteran «*Air Force* » kote l te pase 14 lane an sèvis. Li te sot jouk *San Diego,* nan *California,* pou l te vin soutni prezi-

Sénate Mitch McConnell

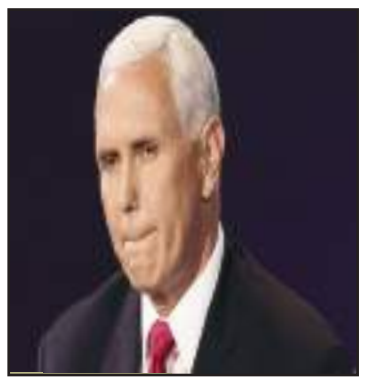
dan l.

Pami lòt twa (3) mounn ki mouri yo, gen youn jèn dam 34 an yo rele *Rosanne Boyland,* ki soti nan ti vil *Kennesaw,* nan eta *Georgia.* Li se bèlsè youn Ayisyen ki rele *Justin Cavé,* ki marye ak sè l. Selon sa msye di, sè a te fè lerès avè l pou l pa t monte Wachintonn. Men se patizan fawouch prezidan *Donald Trump,* e l te kwè nan tout koze manti prezidan an t ap simaye depi apre eleksyon 3 novanm nan, ap di ke yo fè magouy nan eleksyon a, « *yo vòlò eleksyon an*». Vwala ke kounnye a, fanmi fi a lage responsablite lanmò dam sa a — epi tout lòt lanmò yo tou — sou do *Trunp.*

Antouka, prezidan an, ki disparèt depi kèk jou, gen anpil eksplikasyon pou l bay. Premyèman, sanble l bliye fè adisyon ak soustraksyon. Selon tout chif ki bay depi eleksyon 3 novanm yo, se kandida demokrat la, *Joseph Biden* ki genyen ak 81 milyon vòt sitwayen yo, konpare ak 74 milyon pou prezidan *Trump.* Anplis de sa, gen vòt Kolèj elekoral la, sa yo rele an franse « *les grands électeur*s » ki bay *Biden* 306 vot, kont 232 pou *Trump.* Atò kisa l pa ka konprann la a. Antouka, avoka prezidan a monte sou resif nan anviwon 50 tribinal lokal ak federal kote yo pa ka chavire eleksyon li pèdi a. Li monte nan tribinal Lakou siprèm ki piwo pase tout lòt yo. La tou msye pèdi byen lèd, paske 6 nan 9 jij yo sanse se patizan repibliken, 3 landan yo se *Trump* ki te nonmen yo. Prezidan an tèlman fache lè l pèdi nan Kou siprèm nan, li di jij yo se youn bann kapon, « *yo manke kouraj* ».

Msye *Twump* fè de bagay mounn pa ta kwè. Vrèman, li konprann se li ki sèl chèf, petèt youn lòt « *Apredye* », jan sa lakay la bay tèt li non an. Se poutèt sa, li fè youn kout kat nan samdi 2 janvye, li rele sekretè eta *Georgia* a, li fè in-è d tan avè l sou telefòn pou konvenk li pou l chanje chif eleksyon 3 novanm yo pou l montre ke se li menm, *Trump,* ki te genyen. Li te menm di l konbyen vòt li t ap bezwen, onz mil sèt san katreven (11 780). Jan nou te rapòte sa semèn pase a nan NOUVELLE BRĒVES, *Brad Raffensperger,* sekretè eta a, te kanpe fèm pou l di prezidan an li pa ka fè anyen pou li jan l ap mande a, paske tout chif ki pibliye yo kòrèk, e se apre 3 fwa yo rekonte yo. Sa k pi lèd pou prezidan an sè ke tout konvèsasyon l nan vin piblik, sou tout radyo, televizyon, rezo sosyo. Msye pa t met nan tèt li ke yo t ap tepe l. La ankò, se konsa bagay yo ye lè tèt gwo chèf pati. Yo konprann yo se « *Pic de la Mirandole* », apredye se yo.

Epi men kijan nou vin tonbe nan jou **6 janvye** a, ki pral nan listwa kòm younn nan pi move jou nan politik Etazini. Se jou sa a prezidan *Trump* te pral jwe dènye kout kat li, paske se jou sa a pou Kongrè te reini, tou le 2 Chanm yo — Depite ak Sena — pou yo vin bay dènye mo sou eleksyon 3 novanm nan, epi konfime sa Kolèj elektoral la deja bay. Se youn routin ki pa chanje depi la



Vis-prezidan Mike Pence pa kanpe menm kote ak Msye Twonp.

Repiblik egziste. Epi selon Konstitisyon an, se vis-prezidan an ki anchaj miting nan. Nan sa k konsènen nou la a, se vis-prezidan *Mike Pence,* bra dwat prezidan *Trunp,* ki toujou byen obeyisan ak bòs la, ki anchaj gwo rankont ak tout Kongrè a pou ofisyalize tout bagay epi deklare *Joseph Biden* ak *Kamala Harris.* prezidan e vis-prezidan. Men sanble *Mike Pence* pa t soti pou l fè sa gwo chèf la te vle a, paske *Trunp* di « *vis prezidan an gen dwa chanje sa* », kivedi vire chif yo anfavè l.

Kòm yo di an franse, « *Aux grands maux, de grands rémèdes!* » Se konsa, prezidan *Trunp* ak tout patizan l yo, ki t ap tann dènye jou sa a pou yo montre sa yo vo, debake nan Wachintonn le **6 janvye,** soti toupaou Ozetazini, nan avyon, nan tren, nan otobis e nan vwati pou vin bay youn leson mounn p ap janm bliye. Anvan l te fè midi, prezidan an te adrese patizan l yo, nan *Ellipse* la, youn gwo pak ki pa lwen Mezon Blanch la, men ki bay sou zòn kote ou ka mache al nan Kongrè a. Diran 70 minit, plis pase in-è d tan, prezidan *Trunp* fè patiaan l yo konnen ke fòk yo met gason ak

Nancy Pelosi pran ofansiv la kont Twonp.

fanm sou yo pou yo chanje tout bagay, paske vis-prezidan an pa sanble gen kouraj kilfo pou fè sa l dwe fè. **« *Nou pa ka nan anyen ki fèb. Se ak fòs pou n repran***

Prezidan Donal Twomp nan tout klas pwoblèm.

peyi nou ». Epi li di yo : « ***Mache sou Capitol la !*** »

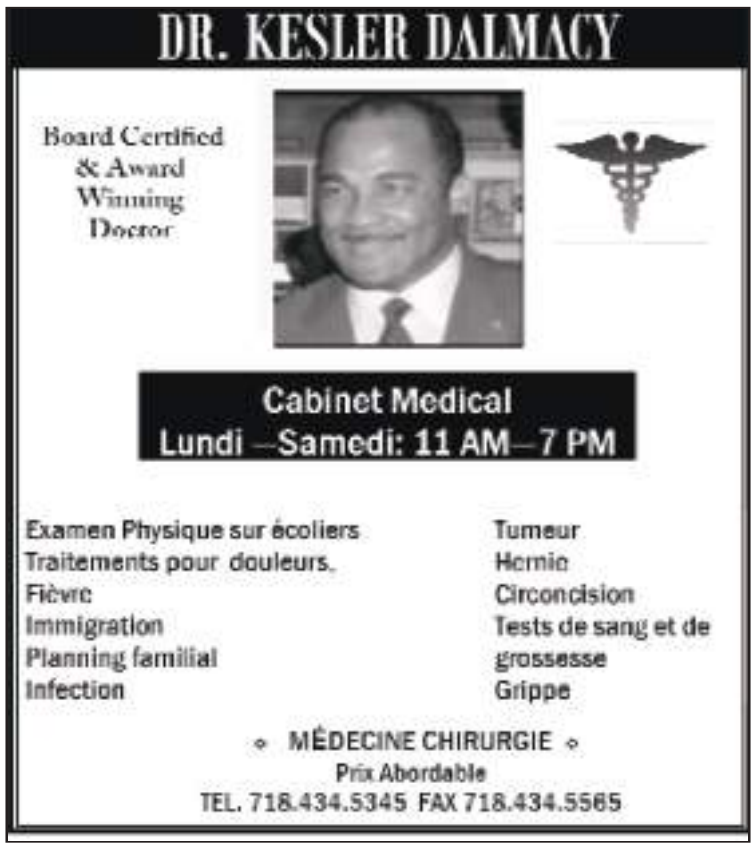
Gen lòt mounn ki te fè diskou tou, tankou avoka l la, *Rudy Giuliani,* ansyen majistra Nouyòk la. Msye di li mande 10 jou ankò pou fè sa sèten lejislatè mande : Rekonte vòt, konstate tout machin vòt nan 4 eta : *Arizona, Georgia, Pennsylvania* ak *Wisconsin,* kote *Trump pèdi,* men ki ka ba l viktwa a, si yo chavire chif yo anfavè kandida l la. Men jan m esplike sa deja, nan tout eta sa yo, te deja gen rekonte epi al nan tribinal. Antouka, *Giuliani* di : «***Nou pral deside sa nan batay*** ».

Kisa nou bezwen plis pase sa pou n wè ke prezidan an avèk tout asosye l yo te konnen ke te pral gen gribouy nan Kongrè a. Jan yo te planifye sa se konsa bagay yo pase, men gen youn maldòn nan kesyon an, paske lè tèworis yo rantre nan Kongrè a, tout senatè ak depite, ni vis-prezidan an, ki te kòmanse ak miting nan, te gentan sove. Bagay ki pi rèd pou ekip tèworis yo sè ke vis-prezidan *Mike Pence,* pa prezidan *Trump,* jan sa ta dwe fèt, mobilize Gad nasyonal la, ki vin met lòd, paske pa t gen ase polisye *Capitol* pou fè fas a bann tèworis yo.

Depi 6 zè nan mèkredi swa, majistra vil Wachintonn nan, *Muriel Bowser,* youn dam nwa, deklare kouvrefe jouk pou jedi maten 7-è. Tout lejislatè ak vis-prezidan an retounen vè 11-è epi reyinyon fèt : *Joseph Biden* ak *Kamala Harris,* prezidan ak vis-prezidan. Tèt drèt sou **20 janvye**, mèkredi pwochen, pou inogirasyon nouvo ekip la, menm lè a, ou pral li dènye nimewo jounal la k ap parèt menm jou a.

Antretan, pawòl k ap pale byen fò se arestasyon plizyè nan tèworis yo ke sèvis entelijans arive idantifye. Y ap chache lòt toupatou. Epi prezidan *Trump* ka gen gwo pwoblèm, paske se pawòl «*impeachment* » (akizasyon legal kont prezidan), ki pran lari, dezyèm fwa sa pral rive l. E msye pèdi plizyè repibliken, ki dakò fòk gen youn egzanp ki trase pou okenn lòt prezidan pa vin parèt pi devan pou lage tèworis nan kapital peyi a. Sa sanble ak kesyon gang nan peyi Dayiti, sitou kote nou gen « *Gang federe* » ak « *G-9 Anfanmi ak Alye* ». Ala 2 prezidan ki sanble tankou 2 gout dlo ! Sa k bon pou younn ap oblije bon pou lòt la tou. M ale !

TiRenm
Grenn Pwonmennen
13 janvye 2021



Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Police officers of Haitian ancestry.

The news began appearing in some social media by January 4, but it was a year-end event, exactly on December 31, as if the NYPD wanted to close an otherwise disastrous year on a positive note. Promoted are Gaby Céliba, Derby St.-Fort, and Frantz Souffrant, who now occupy leadership positions in precincts in Brooklyn, the New York City borough with the largest concentration of Haitian citizens and Americans of Haitian ancestry.

Captain Céliba becomes Deputy Inspector of the 67th precinct, nicknamed "Little Haiti," with its Jean-Jacques Dessalines Boulevard in Brooklyn having become reality in August 2018. Haitians in New York will not soon forget that this was the precinct where Abner Louima was savagely sodomized on August 9, 1997, with the handle of a jagged broom or that of a bathroom plunger, by Police officer Justin Volpe.

Interestingly, last December, Volpe, alleging danger from COVID-19, asked for an early release from federal jail where his term runs out in 2025. On January 5, the headline of a story in the N.Y. Daily News reads as follows: **"Abner Louima says he forgives, but he doesn't forget."** It will be up to Justice to decide whether Volpe deserves clemency for good behavior. However, it is a sweet victory that an officer of Haitian ancestry is now the commanding officer in that formerly infamous precinct.

Brooklyn-born Captain Frantz Souffrant is the new commander at the 78th precinct in the Red Hook section of Brooklyn. He has been in the force for 15 years, having joined when he was only 25. He has served in other parts of the borough, such as in Crown Heights and in Marine Park.

Captain Frantz Souffrant

Derby St. Fort, also Brooklyn-born, becomes the commanding officer at the 61st precinct, covering Coney Island, which comes alive during summer months, with swimmers from near and far.

Assemblywoman Michaelle Solages

It was not possible to have interviews with the promoted officers, as we wanted to do, because the NYPD personnel department failed to give permission in time.

Meanwhile, Captain Claude Célestin, president of the Haitian Law Enforcement Fraternal Organization (HALEFO), told us he was "elated" by the news. "It's something we've been dreaming about," he added, alluding to the officers of Haitian ancestry getting into commanding positions in NYPD. He figures that among the approximately 35,000 uniformed policemen in the city, about 1,000 are of Haitian ancestry, but only 300 of them are members of HALEFO, which endeavors to defend the rights of policemen of Haitian descent and work for harmonizing relations in the community at large.

***Assemblymember Michaelle Solages named Deputy Majority Leader of the New York State Assembly**

In the context of promotion for Americans of Haitian ancestry, it should be noted that last Friday, January 8, Michaelle Solages, who represents the 22nd Assembly District in Albany, was appointed Majority Leader of the New York State Assembly. Ms. Solages, elected in 2012, was the first person of Haitian descent to be elected to an Assembly seat. Since then she has always been reelected, being referred to now as "Fourth Termer."

Her Assembly District in Long Island covers a wide area, including the following communities, in alphabetical order: the Village of Bellerose and Bellerose Terrace, Elmont, Floral Park and South Floral Park, sections of Franklin Square, North Valley Stream, South Valley Stream and Valley Stream, Stewart Manor and North Woodmere.

This latest promotion of Assemblymember Solages proves that she doesn't cringe from responsibility. She is currently the Chair of the Taskforce on Farm, Food and Nutrition Policy and was also elected Chair of New YorkState Black, Puerto Rican, Hispanic and Asian Legislative Caucus.

Congratulations to Michaelle C. Solages, who makes us proud.

***A Border Meeting between**

Former Cop Justin Volpe.

Dominican President Abinader and his Haitian counterpart Jovenel Moïse

Last Sunday, January 10, President Luis Abinader of the

Abner Louima.

Dominican Republic met with Haitian President Jovenel Moïse at the border town of Elias Piña. Mr. Moïse quickly issued a statement on his Twitter account that afternoon. "Today I met again with the Dominican President," he wrote, "to discuss priorities of the bilateral agenda between Haiti and the Dominican Republic, security, health, trade, migration, energy, as well as the evolution of the political process in Haiti. A joint statement will be published shortly." President Moise illustrated his statement with a photo of the two leaders properly masked.

Later on Sunday, President Abinader issued his own statement on his Twitter account: "Today I held a meeting with the president of Haiti, @Moise Jovenel, to review the bilateral agenda, securety, health, trade, migration, energy and the evolution the political process in Haiti. We will publish a declaration of the agreements in the next few days."

As of Tuesday evening, we had not seen any "joint statement," as President Moise said, nor any "declaration of the agreements" mentioned in the similar Twitter statements of the two Heads of State. And why mention "the evolution of the political process in Haiti," while nothing is said about politics in the Dominican Republic? That issue, we would offer, is the main reason for the meeting. Certainly, it's not for presidents to discuss health, trade, migration, energy, not even security and "bilateral agenda." All these issues are left to bilateral commissions and the presidents just meet to sign.

However, "the evolution of the political process in Haiti," as February 7 approaches cannot be left to any commission. That, in our view, was the main subject discussed because any upheaval in Haiti resulting from Mr. Moise's stubbornness to hang onto power pass the date of his constitutional term will greatly affect the Dominican Republic which will have to contend with thousands of refugees fleeing an out-of-control Haiti.

Will we know what was discussed about that? We doubt it. At least not officially, but "leaks" are always possible, for presidents are never alone at such meetings. Certainly, the Elias Piña meeting was not the only exception. For there were secretaries taking notes and security personnel keeping watch.

RAJ
13 January, 2021
raljo31@yahoo.com

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Voyage à Saint-Didace dans les plantes de Diane Mackay et d'Yves Gagnon 1/2

Par Dan Albertini

Entre (), où sont passés ce p'tit bonhomme et la bourrique que l'on croyait voir sur la lune, dans notre enfance, du moins à partir d'Haïti ? Fermons les ().

Jadis, et en général si vous traversez un domaine sans y avoir vu une carte postale de la région ou le manuel technique, *oui, si celui-ci est en termes de concentration d'une matière à étudier*, mais celui-là si c'est le vaste champ organisé botanique en termes de végétations, c'est par anticipation si l'-on conçoit, *au risque d'être peu satisfait, dix fois sur mille* sauf, idéalement séduit de par l'esprit de découverte qui vous a animé.

En ce qui me concerne et pour la nette compréhension d'un certain jeune âge plutôt approprié par *Google-it*, j'étais en ce temps-là et jusqu'à tout récemment, référencié de la carte Michelin. Les couleurs de légendes techniques moulaient déjà le mental. *C'est-à-dire, la psychologie de l'amateur de voyage*. Ma boussole était le soleil, ma montre aussi. Ce n'est pas *Michelin-Google* ni carte postale, mais l'autre instrument, *le livre*, qui m'a conduit vers la compréhension de l'olfaction de la feuille de menthe dans un *pays* que j'ignorais. *Un pays, oui*, car de mon pays de naissance, *chaque ville puisqu'éloignée par le temps en vertu de l'état, de l'absence de route, est considérée comme un pays étranger loin de la capitale. On eut dit de vous alors, moun andeyò, étranger, si éloignée ce sont les Indes, « au pays des Indes », puisque nous parlons de feuilles, d'épices. Saint-Didace en est aussi de cette route mais vivace par sa nature.*

Quarante ans ça se vit comme la grande célébration d'avant le cinquantenaire. L'on rentre par la grande porte de la *grande* probabilité du siècle rapproché. Quarante ans de couleurs vertes au pays saisonnier où il faut *cultiver conserver préserver* pour consommer. La consommation est devenue aussi une affaire de la vue comme celle de la vie, à la même enseigne. Il y a une route qui y mène à ce coin de carrefour : *quatre décennies*. En outre,

Suite en page 13

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 8

PRAN PREKOSYON, RETE LAKAY OU!

PA VWAYAJE PANDAN SEZON FÈT SA A.

Lè w vwayaje sa mete ou, pwòch ou yo ak kominote w lan an danje pou vin malad epi simaye COVID-19.

Si w oblije vwayaje, ou dwe pare pou fè tès **COVID-19** epi pou mete tèt ou an karantèn lè w retounen.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou COVID-19, ale sou nyc.gov/health/coronavirus.

Pou dènye enfòmasyon yo sou restriksyon sou vwayaj nan Eta New York, ale sou ny.gov/traveladvisory.

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm komisyon

AVÈTISMAN SOU SANTE

MOUN NEW YORK YO TA DWE LIMITE AKTIVITE YO

KA COVID-19 YO AK MOUN KI AP ENTÈNE YO AP OGMANTE RAPIDMAN NAN NEW YORK.

GANMOUN KI GEN PLIS PASE 65 ANE KI GEN KÈK PWOBLÈM SANTE KI KACHE ANBA PI GWO RISK POU **COVID-19 GRAV.**

YOMENM AK MANM FANMI YO AK MOUN KI AP BA YO SWEN TA DWE:

Limite aktivite yo deyò lakay yo– sèlman kite lakay yo pou ale travay oswa lekòl oswa pou swen medikal oswa lòt bezwen ki esansyèl tankou pwovizyon ak atik nan famasi.

Evite zòn piblik yo ak rasanbleman yo.

Pote yon kouvèti pou figi toutan lè yo deyò lakay yo, andedan ak deyò.

Rete lakay yo si yo malad, sòf pou yo jwenn swen medikal, gen ladan fè tès pou COVID-19.

Pa aksepte vizitè lakay yo, sòf moun ki ap bay swen yo.

SI OU GEN SENTÒM COVID-19 YO, RELE DOKTÈ OU.
SI OU GEN YON IJANS MEDIKAL, RELE 911.

Pou plis enfòmasyon, vizite **nyc.gov/health/coronavirus**

Haitian Creole

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 9

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH
SPANISH, FRENCH
AND CREOLE
CELL:
(516) 859-4106
CALL US:
(718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 10

ÉDITORIAL

Entraîné inexorablement vers une fin de règne, Jovenel Moïse fait l'autruche

Les dirigeants de tous les temps et de tous les pays restent toujours prisonniers de leurs subalternes, car délibérément privés d'informations pertinentes qui auraient inspiré des décisions politiques salutaires de leur part. Cette réalité vaut encore plus en Haïti où les courtisans sont de véritables mercenaires qui ne visent qu'à défendre leurs propres intérêts. Dans de telles conditions, à l'instar de ses prédécesseurs, Jovenel Moïse ignore totalement les vraies conditions de la rue. Voilà pourquoi les jugements qu'il émet, ces derniers jours, ne tiennent pas compte de l'humour constaté sur le terrain.

Il semble que tout le monde, sauf le président haïtien et les gens qui feignent lui vouer un « *attachement indéfectible*» prévoit une catastrophe imminente. Se basant sur les actes posés par Jovenel Moïse et ses alliés PHTKistes, au pouvoir, dont aucun chef d'État, dans l'histoire contemporaine d'Haïti, ne s'est jamais rendu coupable, à ce degré, d'aucuns prévoient même une catastrophe apocalyptique se profilant à l'horizon. En raison du caractère universel d'un tel constat, tout un chacun s'imagine que l'occupant du Palais national devrait faire amende honorable, dans l'espoir de faire oublier ses abus de pouvoir, tout au moins de susciter des circonstances atténuantes, dans l'esprit de ses nombreuses victimes ou dans les milieux radicalement opposés à son gouvernement. Mais rien d'une telle tendance n'est observé. Car le contraire se manifeste, et rien n'autorise à croire à un changement d'attitude.

En effet, Jovenel Moïse, dont la politique se caractérise par sa revanche viscérale, voit des ennemis partout, se méfiant même de citoyens qui, autrefois, passaient pour ses amis. Aussi lance-t-il des stratégies, ou mijote-t-il des plans de représailles, non seulement contre ses ennemis politiques traditionnels, mais aussi à l'encontre des milieux d'affaires longtemps assimilés à des proches de la présidence. De nos jours, il se comporte comme s'il n'a plus aucune raison de soigner des amitiés dans le monde politique et social. Aussi se méfie-t-il même des organisations qu'il a créées lorsqu'il tentait de faire des mamours aux secteurs qui lui sont opposés.

M. Moïse semble croire que la situation, face à l'opposition (tous les secteurs) a connu un tel degré de pourrissement qu'il ne lui reste plus d'espace de négociations. Selon lui, la position des opposants s'est à un tel point radicalisée qu'il n'y a plus d'espoir de trouver un terrain d'entente avec eux. Voilà pourquoi il a décidé de démolir l'ultime commission de facilitation, qui avait pour mission de piloter le dialogue avec les secteurs oppositionnels qui, à son avis, étaient encore restés ouverts à des négociations. Il faut croire que ce geste invite une rupture de dialogue, annonçant l'introduction du gros bâton sous forme de répression policière sur les dissidents et du lâchage des bandits stipendiés sur les citoyens innocents.

Dans le cadre de cette initiative, l'équipe au pouvoir croit pouvoir compter sur ses ressources disponibles et les compétences qu'elle a mises à profit dans le passé. Avec un nouveau directeur général à la Police nationale d'Haïti, de nouveaux mots d'ordre seront donnés. Il s'agira, à coup sûr, de mettre Léon Charles en mesure d'exercer un contrôle serré sur les policiers, dont les plus entreprenants bénéficieront, sans doute, d'une récompense ponctuelle, sous forme d'un mois ou deux (pas trois) d'arriérés de salaire. Il reste encore la possibilité d'engager des mercenaires étrangers, comme c'était le cas, en février 2019. Histoire de suppléer à une possible défaillance de la PNH. En cas d'urgence extrême, le Palais national peut toujours compter sur les gangs armés, ses seuls alliés sûrs en matière de répression, particulièrement dans les bidonvilles, une stratégie qui s'est toujours révélée avantageuse contre les manifestants rendus immobiles dans leurs quartiers.

Toutefois, en ce qui concerne le déploiement des forces répressives nationales, Jovenel Moïse ne peut prévoir à quoi s'en tenir. Car, il n'y a point de doute qu'il ignore quelle mission a été confiée à Léon Charles, au moment de quitter Washington, en tant que directeur général de la PNH. Cette question ne lui a jamais été posée par Jovenel Moïse et son équipe.

Par ailleurs, depuis la levée de boucliers contre les gangs armés de Jimmy Cérizier, alias Barbecue, le « *G-9 en famille et alliés* », par le CORE Group et le Département d'État dénonçant les massacres d'État perpétrés à La Saline, à Cité Soleil, au Bel-Air, à Carrefour-Feuilles et à Grand Ravin, etc., les diplomates en poste en Haïti sont à l'affut des activités des criminels au service du pouvoir. Il n'est plus un secret pour personne que Barbecue et ses hommes constituent les bras armés des autorités du pays, que celles-ci lâchent à tout instant sur leurs victimes. Désormais, Jovenel Moïse ne peut savoir comment va réagir la communauté internationale, face à une autre attaque sur la population.

Si le Palais national se prépare à réprimer sauvagement les manifestations populaires, afin de mater l'action oppositionnelle contre le gouvernement Moïse-Jouthe, dans la meilleure tradition du régime PHTKiste, des sanctions d'un autre genre sont, en revanche, réservées à l'intention des hommes d'affaires ayant passé à l'opposition, ou bien qui, tout au moins, manifestent une certaine hostilité, sinon réticence, à l'égard du pouvoir. Dans les milieux proches de certaines entreprises privées, on fait état du projet du régime en place d'imposer de nouvelles taxes, sous prétexte que l'assiette fiscale est sérieusement réduite, suite à l'atterrissage de la COVID-19 en Haïti.

Mais les informations venues de l'étranger n'autorisent à augurer rien de bon pour Jovenel Moïse et son équipe. Des sources dignes de foi font croire que les représentants de ce dernier ont essuyé revers sur revers auprès de l'équipe Biden-Harris. On cite, en exemple, l'introduction de Bocchitt Edmond, ambassadeur d'Haïti à Washington, à une rencontre « *Zoom* » à laquelle il n'était pas officiellement invité, que des membres de la diaspora haïtienne avait organisée avec un haut fonctionnaire de la présidence américaine. L'accueil qu'a reçu M. Edmond, au cours de la conversation, a été on ne peut plus froid. D'autre part, des diplomates ont fait savoir que les autorités haïtiennes ont tenté, plus d'une fois, d'entrer en contact avec le Département d'État sans avoir de réponse. Sans doute, ceci découle du fait que Bocchit Edmond n'est toujours pas accrédité.

Tout compte fait, la prochaine vague de manifestations anti-Moïse qui s'apprête à se lancer, dès le 15 janvier, ont toutes les chances de produire des résultats bien différents que les précédentes. Elle risque de déterminer de quoi le 7 février sera fait. Puisque, obsédé par le souci de rester au pouvoir, au-delà de cette date, le président haïtien perd sa faculté d'analyser objectivement les événements et les faits. Aussi se morfond-il dans l'autruche, avec toutes les conséquences que cela comporte.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
TEL (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2X7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Wolton
13 K Avenue Foldheche, Ist Rt Apt. 41
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ere classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 11

EDITORIAL

Advancing inexorably towards the end of his mandate, Jovenel Moïse is playing ostrich.

It has been this way for leaders of all times, in almost all countries, that they become prisoners of their subordinates, deprived as they are of relevant information that would have allowed them to make sound political decisions. This reality is truer in Haiti, where the chief's attendants are true mercenaries whose sole purpose is to defend their own interests. Under such conditions, like his predecessors, Jovenel Moïse is very unaware of the true conditions on the ground. This explains why his decisions of the last few days do not take into account the mood of the street.

Almost everyone foresees an imminent catastrophe, except the Haitian president and those who pretend to have an "unshakeable attachment" to him. Based on despicable actions by Jovenel Moïse and his ruling PHTK, *Bald Headed*, allies, actions that have not been attributed to any contemporary Haitian Head of State, some foresee even an apocalyptic catastrophe looming on the horizon. Considering how bad things are, many think the president should make amends, hoping that people would forget his abuses of power. In the process, he would attenuate ill feelings on the part of many of his victims and soften the attitude of those radically opposed to him personally and his government in general. However, nothing of the sort has been observed. On the contrary, he continues in the same vein. There is no reason to believe that a change of attitude on his part is possible.

Indeed, Jovenel Moïse's policies are characterized by visceral revenge. He sees enemies everywhere, is distrustful even of citizens who, in the past, were considered his friends. Therefore, he goes on planning and executing strategies of retaliation, not only against his traditional political enemies, but also against the business community, long considered close to the presidency. Nowadays, he behaves as if he does not need to cultivate friendships among the political and social sectors.

It is a dire situation when the president becomes suspicious of organizations he himself created when he was trying to make friends with sectors opposed to him. Apparently, Mr. Moïse believes that relations with all sectors of the opposition have soured to the point that no room is left for negotiations. There is no hope of finding common ground with radicalized opponents. Therefore, he dismantled the latest "facilitation commission," the mission of which was to steer the dialogue with opposition sectors that he felt were still open to negotiations. With that done, dialogue is giving way to the big stick formula, with police repression of dissidents becoming the norm and the bandits having carte blanche to harass and aggress innocent citizens.

The governing team believes it can rely on available resources and the skills used in the past to impose their order. There will be new watchwords to the new Director General at the Haitian National Police. For sure, Léon Charles will be able to exercise tighter control over the police officers, the most enterprising of whom will benefit, no doubt, from a one-time reward, in the form of one or two months --not three-- of salary arrears. In addition, there is still the possibility of hiring foreign mercenaries, as was the case in February 2018. This would make up for any possible failure of the National Police (PNH). In cases of extreme emergency, the president can always count on the armed gangs, his only sure allies in a campaign of unbridled repression, especially in the shantytowns. That strategy has always proven advantageous against demonstrators who have been immobilized in their neighborhoods.

As things stand, the president cannot really predict what will happen when it comes down to the deployment of national law enforcement forces. For he may not be very aware of the mission entrusted Léon Charles when he left Washington, to become Director General of the PNH. One is under the impression that this subject has not been broached.

Furthermore, since the outcry against the armed gangs of Jimmy "Barbecue" Cérizier, the "G-9 in Family and Allies", by the CORE Group of Western diplomats and the State Department denouncing the State massacres perpetrated in La Saline, Cité Soleil, Bel-Air, Carrefour-Feuilles and Grand Ravine, etc., diplomats posted in Haiti have been on the lookout for the activities of criminals in the service of the authorities. Indeed, Barbecue and his men are conspiring with the Palace. More than once, they have been unleashed on the victims in the slums, at times backed by armor-plated Police vehicles. Unquestionably, the rules of the game have changed. Jovenel Moïse does not know what will be the reaction of the international community when faced with another government attack on the population.

In the best PHTK tradition, the National Palace is preparing to savagely repress demonstrations to quell opposition action against the Moïse-Jouthe government. At the same time, sanctions of another kind are reserved for businesspeople who have morphed into opposition, or who, at the very least, demonstrate a certain hostility towards the government. In circles close to certain private companies, there are reports of the current regime's plan to impose new taxes, pretexting that the tax base is seriously reduced, due to COVID-19.

However, based on credible information from international sources, the future is not that bright for Jovenel Moïse and his team. The president's representatives have suffered a series of setbacks in their attempt to approach the Biden-Harris team. One example is the introduction of Bocchit Edmond, Haiti's designated ambassador to Washington, D.C., to a Zoom meeting of some members of the diaspora with a senior U.S. presidential official. He had not been invited officially, thus Mr. Edmond received a cold welcome. In addition, diplomatic sources reveal that attempts by the Haitian authorities to contact the State Department have received no response. This is due, no doubt, to the fact that Bocchit Edmond has not been accredited yet.

Overall, the next wave of anti-Moïse demonstrations, set to begin as early as January 15, will likely produce different results from the previous ones. Indeed, this mobilization could be determinant as to what February 7 will be all about. Obsessed with staying in power beyond February 7, 2021, the Haitian president has lost his ability to analyze objectively events and facts. Therefore, he's turned into playing ostrich, burying his head in the sand, notwithstanding the consequences that this entails.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmont
13 K Avenue Feldmeths, Bt Rt Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
$100.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 12

GOOD GOVERNANCE AND THE RULE OF LAW: THE AMERICAN MODEL

Not All Nations Are Entitled to Enjoy Democracy

Continued from page 1

ey deserve congratulation for having taken legitimate action to dislodge Jovenel Moïse from the National Palace, just as the U.S. President was deemed unworthy to remain in office until January 20, the constitutional date for his mandate to end. As it is, the Haitian people have been thwarted in their intention to remove Haiti's Head of State from power, due to the lack of solidarity from the Americans and their allies in the CORE Group of Western diplomats and other subordinate nations.

Power is given through the ballot box

Almost the entire nation has been mobilized against tyranny and the various excesses of Jovenel Moïse. Citizens from all walks of life have clearly stipulated the reasons to end his presidency. Yet, they have not been offered the solidarity to which they believed they were entitled from countries claiming to be the depositories of democracy. Following the example of the American people in rejecting Donald Trump, one would have expected Americans in certain leadership positions to show solidarity with those Haitians organizing, while demanding the liberation of Haiti from the clutches of the criminal PHTK ruling regime. But the American ambassador to Haiti, as well as the CORE Group of Western diplomats reject the idea of shortening what they think is the mandate of the Banana Man, arguing that power is given through the ballot box.

Since that sentence was coined by the international community, Jovenel Moïse and his advisers have adopted it, making it their shield against the opposition's demand for the president's removal. By the way, more than two years after the anti-Moïse mobilizations were launched, assassins on special missions, armed gangs, and kidnappers in the pay of the National Palace, continue to create panic and spread death among Haitian families. Meanwhile, the Haitian president with the First family, allied with their PHTK associates continue to raid the coffers of the country, while denying basic services to a desperate population and caring less about the needs of thousands of State employees impatiently waiting for salary arrears stretching over one to two years, even longer for some.

Clearly, it bears repeating that those who want to legally shorten Donald Trump's presidency are acting against him for much less than what the Haitian people have against Jovenel Moïse. In the United States, the defenders of democracy are not skimping on the means to repair the damage done by their president and his allies who have transgressed the sacred principles on which the nation stands.

However, the reality is quite different for Haitians. Together with the United States, these Christian Western countries determine the doses of democracy applicable to each nation. Therefore, they reserve the right to give the last order as to when and where to apply such. From their comfort far away, they decide when this or that should be done, being complicit, along the way, in the rape of democracy. As far as Haitians are concerned, may they understand that they are not members of the same "Democracy Club" to which the Americans and their allies belong.

L.J.

BONNE GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT : LE MODÈLE AMÉRICAN

Il n'appartient pas à tous les peuples de jouir de la démocratie

Suite de la page 1

sion aveugle apparente des Occidentaux à ce système politique. Les événements survenus à Washington, le mercredi 6 janvier, constituent le signal du réveil des citoyens haïtiens prenant trop au sérieux la lutte pour la liberté et la justice dans leur pays. Car, dans leur vain effort de préserver la démocratie chez eux, en guise de solidarité, les Haïtiens sont plutôt victime de la politique discriminatoire deux poids et deux mesures.

Autant le comportement de Donald Trump, aux commandes de la République étoilée, a choqué et révolté le monde, autant la levée de boucliers s'est révélée naturellement spontanée. Surtout aux États-Unis où les sanctions évoquées se sont révélées nettement proportionnelles aux dérives. Mais on ne peut, pour autant, passer sous silence la nonchalance avec laquelle sont traitées pareilles attitudes, sinon pires, ailleurs, dans le monde. À cet égard, le peuple haïtien a beaucoup à maugréer. Dans ce contexte, nous pouvons demander à Dieu de nous délivrer des nos amis occidentaux, les Américains en premier lieu, et nous saurons, quant à nous, nous charger de nos ennemis. Dans le cas spécifique d'Haïti, la population a, pendant plus de huit ans, enduré la mal gouvernance, les assassinats, les massacres d'État et d'autres actes criminels commis par les gouvernants, tandis que les pays dits «*amis* » font la sourde oreille à ses appels à la solidarité.

Les démarches lancées à Washington, au sein du Parti démocrate, en vue de la destitution du président américain, à peine neuf jours avant la fin de son mandat constitutionnel, qui coïncide avec la prestation de serment du président élu Joseph Biden, le 20 janvier, devraient interpeller la conscience de tous les vrais démocrates, d'où qu'ils se trouvent. Surtout la spontanéité avec laquelle les tenants de l' « *impeachment* » ont mis en route ce processus, qui contraste avec la manière dont de telles initiatives ont été menées en Haïti.

En effet, dans un premier temps, sous la férule du PHTK, Michel Martelly a multiplié les détournements des ressources publiques, notamment les USD 4,2 milliards $ du Fonds Pétro-Caribe, et nombre d'autres contournements de la Constitution et des lois. Dans un second, avec Jovenel Moïse, à la barre, cette formation politique continue son œuvre destructive, perfectionnant les crimes dans tous les domaines. Prenant totalement le pays en otage, en sus de multiplier les opérations financières criminelles, ce dernier a installé le règne de la criminalité, ayant établi un partenariat avec les gangs armés, à travers tout le pays. Par le truchement de ces derniers, les familles sont terrorisées, à coups d'assassinats, de massacres en série, de braquages, et, au cours des trois derniers mois, de kidnappings contre rançons. Cette dernière pratique est maintenue, de manière exceptionnelle, par des parlementaires directement liés à la présidence, dont certains servent de liaisons entre le pouvoir et les criminels. Suite à des descentes effectuées dans des bidonvilles, particulièrement celle menée à La Saline (à Port-au-Prince), il a été rapporté par deux organisations de défense de droits humains, « *Fondasyon Je Klere* » (FJK) et le « *Réseau national de défense des droits haïtiens* » (RNDDH) que des dizaines de personnes ont été massacrées, tuées par balles ou à l'arme blanche, dont des cadavres ont été ensuite brûlés ou livrés en pâtures à des chiens et des pourceaux. Dans ce cas particulier, le RNDDH a répertorié plus de 70 victimes, parmi elles des femmes et des enfants à bas âges.

Mobilisation pour destituer Jovenel Moïse

Les scènes rapportées plus haut décrivent objectivement le profil de la présidence de Jovenel Moïse. Assurément, ce n'est pas le citoyen que les quelque 500 mille Haïtiens sur les plus de 9 millions de d'électeurs en âge de voter l'ayant élu ont voulu placé à la première magistrature de l'État. Autrement dit, le président, qui occupe présentement le Palais national, n'est pas celui que ses partisans ont élu en 2016. Tout comme, aux États-Unis, l'élu de 2015 n'est plus le candidat de novembre 2020. La preuve en est bien grande, un mandat ferme est octroyé à Joe Biden.

De toute évidence, l'action des forces politiques mobilisées, en vue de la destitution de M. Trump, en mettant en branle le processus d' « *impeachment* », se justifie parfaitement. Les offenses commises par le président américain en appellent une action immédiate. En ce sens, les Américains, par le truchement de leurs leaders, savent comment défendre la démocratie. Aussi ces derniers ont-ils pris les initiatives qu'il faut au moment qu'il faut. Cela est bon pour les États-Unis et les Américains, ainsi que leurs alliés des « *grandes démocraties*». Mais pas pour Haïti et les Haïtiens !

À la lumière de l'offensive initiée par des démocrates contre Donald Trump, les adeptes de la démocratie d'Haïti devraient reprendre courage. En tout cas, ils doivent se féliciter d'avoir entrepris des actions légitimes pour déloger Jovenel Moïse du Palais national, le président américain ayant été jugé indigne de rester au pouvoir jusqu'au 20 janvier, date de la fin constitutionnelle de son mandat. Parce que le peuple haïtien n'a pu venir à bout de son intention de chasser l'actuel chef d'État du pouvoir, en raison de la solidarité dont ils n'ont pas su bénéficier des Américains et de leurs alliés du CORE Group et d'autres nations subalternes.

Le pouvoir se donne par les urnes

La quasi-totalité de la population haïtienne mobilisée contre la tyrannie et les différentes formes de dérives de Jovenel Moïse, afin d'en finir avec sa présidence, ne s'est pas vu offrir la solidarité à laquelle elle croyait avoir droit des pays se réclamant dépositaires de la démocratie. Réagissant aux démarches des forces vives du pays réclamant la libération d'Haïti des griffes du PHTK, à l'instar des Américains rejetant Donald Trump, les représentants du peuple américain, en la personne de l'ambassadeur des États-Unis, en Haïti, ainsi que le CORE Group ont rejeté la tendance à vouloir écourter le mandat de Nèg Bannann nan, arguant que le pouvoir se donne par les urnes. Depuis que cette phrase a été lancée par la communauté international, Jovenel Moïse et ses conseillers l'ont adoptée, faisant d'elle son cheval de bataille contre l'opposition réclamant sa destitution. Au fait, plus de deux ans après qu'a été lancée les mobilisations anti-Moïse, les assassins, les gangs armés et les kidnappeurs, à la solde du Palais national, continuent de semer la panique et la mort au sein des familles. Et le président haïtien avec la première famille, en sus des barons du pouvoir n'ont cessé de faire main basse sur le Trésor du pays, niant les services de base à une population aux abois, et ignorant souverainement les besoins de milliers d'employés de l'État attendant impatiemment des arriérés de salaire s'étirant sur un à deux ans, ou même plus, pour certains.

De toute évidence, il faut le répéter, les tombeurs de Donald Trump veulent écourter sa présidence pour beaucoup moins que le peuple haïtien cherche à se défaire de Jovenel Moïse. Mais, aux États-Unis, les défenseurs de la démocratie ne lésinent pas sur les moyens de réparer les torts causés à celle-ci, ni sur le temps, d'attendre une seule minute pour mettre en mouvement la machine répressive contre le président américain et ses alliés s'arrogeant le droit d'en transgresser les principes sacrés.

Mais la réalité est toute autre pour les Haïtiens que ces pays, avec les États-Unis, qui déterminent les doses d'application de la démocratie dont chaque peuple a besoin, se réservent le dernier mot, par rapport à quand elle doit s'appliquer, où elle doit avoir lieu, qui doit la subir et pourquoi il faut déclencher les réflexes de défense contre les contrevenants. Quant aux Haïtiens, qu'ils le prennent pour dit : ils ne sont pas membres de la même démocratie à laquelle appartiennent les Américains et leurs alliés.

L.J.

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Voyage à Saint-Didace dans les plantes de Diane Mackay et d'Yves Gagnon 1/2

Suite de la page 7

quand on considère ici le quarante-et-unième accompli, c'est le compte à rebours où l'on va revoir toutes les couleurs d'un terroir qu'on a pris le temps de visiter, qu'on a pris le soin de connaître par chaque menu détail au point d'en faire une expertise si 'on doit s'y fier aux domaines de la recherche et du commerce. *La route des épices* à plaire et à soigner a changé d'adresse, elle est désormais à Saint-Didace voisine de Lanaudière par la grâce d'un ouvrage, plus qu'un livre, travail laborieux mais soigné de Diane Mackay. Je pars de Montréal, sur la Rive-sud pour y rencontrer le rêve du Grand-Portage. *J'amène mon sel de l'Himalaya pour aseptiser les voies respiratoires, ère de Corona-novel, je sais, les saints vont en enfer.*

Nous nageons dans les saints de noms de ville et de prés ou de *montée de*... Le livre de Diane Mackay, *40 plantes médicinales pour la pharmacie familiale* est ce trésor découvert qui conduit à Saint-Didace, un nom curieux il faut se l'avouer. Je demeure attaché à la menthe poivrée malgré les autres richesses décrites dans l'ouvrage. Mes relations avec le genre remontent depuis l'enfance avec *les plantes qui guérissent* de mon grand-père, Joseph Albertini en l'occurrence. Fragrances saveurs marchaient de pair chez lui dans la fabrication de ses liqueurs fortes : *rosée d'Anjou, anisette, crème de cacao, pistache paillettes d'or, orange*, vin, ses épices étaient importées des Indes Orientales via Marseille. Il lui fallait attendre le délai insulaire. Ses feuilles venaient de la campagne mais surtout des montagnes en Haïti. Un grand jardin ouvert où l'on prend cueille, pour reprendre l'expression du livre de Gagnon/-Mackay, *sa pharmacie familiale*. Souvenirs, je ne sais trop pourquoi, j'y associe Saint-Gobain !

Le projet est audacieux pour la saison d'autant plus que nous vivons l'ère *covidienne* depuis un an déjà *car les traces sérieuses remontent à septembre 2019 au Québec malgré l'inversion proposée*. Comment pénétrer les pétales de fragrance de lavande espagnole, la fleur d'oranger, la feuille de menthe poivrée du Portugal, *chez Mackay-Gagnon*, du terroir potager et herbicole du Québec ?

Heureusement la virtualité nous le propose en temps réel comme en différé. Sur le papier imprimé, un livre par exemple comme je l'ai souligné en introduction, l'axe numérique, et là il y a plus du kilo octets d'expressions en *script, image, film*.... Un voyage à Saint-Didace c'est déjà merveilleux puisque l'on se croira en terre étrangère dans le temps ancien, mais aussi phénoménal si l'on va côtoyer la totale colloïdales des maitres des lieux. Cette curiosité m'est venue par la suite, *j'ai été interpellé*. J'ai lié connaissance avec ce terme d'études par les travaux d'Aroll Exama, Ph. D. *es* biochimie appliquée qui fabriquait l'argent colloïdale (Stop Microb) loin du voisinage de Saint-Didace plutôt voisin de l'immense réserve faunique de Mastigouche *vissée* au Parc *récréoforestier* de Saint Mathieu et du Parc national de la Mauricie. Et, du Fleuve Saint-Laurent qui la sépare de Sainte-Julie. *Là, réside Diane et son époux Yves.*

Une diplomatie à Saint-*Didace*

La grande région de Lanaudière connait Saint-Didace la petite voisine immédiate et Saint-Didace connait le portail du 800 Le Grand-Portage dont ses jardins thématiques spécialisés. Toute carte Michelin dans le temps offrait Lanaudière au Québec, Google et entre autres, l'offre en grand renfort aujourd'hui. Cette référence régionale y est liée à une intimité. Cette adresse, au point que par mon appréciation le numéro devient *la diplomatie* de Saint-Didace des Éditions Colloïdales. Le *Mae* qui livre la diplomatie herboriste spécialisée. Elle étend ses ailes telle la diplomatie des bons offices suisse pour la comparer en termes de partage, car déposer un Africain *des racines* là-bas, il n'en ressortira jamais. S'il est des Iles tropicales, même effet par la citronnelle, la menthe, la mélisse, et pour le *bonbonier*.

Expédition I

Imaginons alors le voyage diplomatique partant de deux vecteurs du même axe brisé pour conférer à Saint-Didace. *Tic* insulaire, je propose la Mer du Labrador pénétrant par le Golfe du Saint-Laurent en passant par l'embouchure du Saint-Laurent entre Blanc-Sablon et Port-au-choix pour atteindre l'ile Anticosti. Ou, par les Iles Saint-Pierre-et-Miquelon du litige franco-canadien (*diplomatie oblige*), et l'ile de Cap Breton sans toucher l'ile du Prince Edward. Donc, continuer par Gaspé/Percé ou par Sept-Îles. Évidemment l'on traverserait la proximité saguenéenne avant La Malbaie d'un bord, mais aussi la complexité des rapports des eaux souterraines entre le Québec, le Maine, le Nouveau-Brunswick. Nous sommes dans l'avis de la pénétration des ancêtres, avec deux drapeaux différents. Je m'arrête net Langue-de-terre pour confluer à *Saint-Didace de la diplomatie feuille-de-menthe* afin de patienter l'autre croisade, *exit* Pacifique, pour une *manigance* à la Réserve faunique de Mastigouche, une forme de guerre des mots dans le but de déclarer vainqueur le maître des lieux.

Imaginons la surprise, tout se passe à Saint-Didace au milieu des jardins du Grand-Portage après la barrière du 800. Une diplomatie des bons offices est découverte ici-là *avec infusion de mélisse pour adoucir les nuits, de verveine pour ôter le stress*, et *massage de l'épiderme à l'huile de menthe poivrée d'Espagne, bain aromatisant de romarin grecque* avec dégustation d'infusion de *bonbonier créole* au cassis d'Asie.

Quarante ans de vie, quarante plantes médicinales pour César qui ne sait plus faire la guerre par la diplomatie des bons offices du terroir aménagé en conséquence.

Expédition II

En pénétrant Vancouver par l'océan Pacifique Nord via le canal proche de Victoria avec l'expédition terrestre sur tout le long de la frontière jusqu'à Saint-Malo, biaiser vers Falcon Lake. Redescendre vers Thunder Bay en passant par la 17, lorgnant de loin Montréal Island, l'île Parisienne. Prendre l'eau par le Lac Supérieur, et atteindre Sault-Sainte-Marie jusqu'à se frayer un chemin vers Rivière des Français pour trouver la voie d'eau ainsi atteindre Mattawa, poursuivre sur l'eau vers Petawawa, Pontiac et rentrer à Ottawa par Rivière-des-Outaouais, traverser Vaudreuil-Dorion pour rentrer à fond sur le Fleuve Saint-Laurent. Quitter l'eau par Berthierville, se rendre à Saint-Didace. Ayant interrogé Transport Canada avéré incompétent, on a exploré *bon gré*.

Nous avons lié connaissance avec Saint-Didace par l'effet du hasard d'une recherche autrement orientée de Saint-Damier que je connaissais déjà. Bibliothèque Raymond Lévesque, Saint-Hubert, la curiosité de la nouveauté en période de pandémie, je cherche un élixir pour calmer la nervosité. C'est le temps car la fermeture annoncée, il n'y aura bientôt plus ce loisir ouvert à tout le monde, il faudra se *re-confiner* avant l'hiver. Je le sais, le livre emprunté restera chez moi plus longtemps par l'application de la mesure appliquée de la loi d'urgence sanitaire en vigueur, j'en fais provision. *Conséquence*. Nietzsche, Piketty, je trouve aussi *les Tentations de la chair* (Cabantou-Walter) - Payot, puis les mathématiques en nouvelle édition d'Ivan Kiriow. La feuille verte m'attire particulièrement sur une couverture, *c'est la menthe*. Des souvenirs me reviennent, mêlés de frustration depuis **COVID-19.** Le prix de la menthe en feuille verte a plus que triplé sur les étagères, l'huile de menthe aussi est vendue à prix d'or. Le commerce en abuse. *Et la morale*! Je pense à *papajo* avec ses livres sur les plantes les légumes qui guérissent. Je pense à monsieur Imbert, ainsi l'appelait-on angle rue Bonne-foie rue du Peuple, avec ses recherches sur les feuilles tropicales et sur leurs vertus. Tout bascule au rythme où tout se bouscule dans ma mémoire pour retrouver enfin le doux parfum de la menthe de Valmont mêlée **bonbonier** (*lantana aculeata L. Verbenaceae*), près de la Route Tunnel, en Haïti. De la menthe poivrée de mon jardin horizontal à Gland, en Suisse.

Un nom, Diane Mackay en est l'auteur qui invite à lire et je plonge. J'emporte le livre **40** plantes médicinales pour la pharmacie familiale de Diane Mackay. *Une vie.*

La porte des arts et du jardinage au 800

Bois et boisée, c'est un thème à développer. Derrière les barrières du 800 Chemin du Portage à Saint-Didace, on est entouré comme je le disais plus haut, d'une région de la nature en des noms et des parcs, des lacs, du fleuve... *etc*. Des noms de saints : Saint-Gabriel, Saint-Norbert, Saint-Sévère, Saint-Paulin, Saint-Barnabé, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Justin, Sain-Ursule, Saint-Élie, Saint-Alexis-des-Monts. *Saint-à-suivre* !

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 14

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 15

Journal 13- 20 janvier 2021qxp.qxp_HO 1/13/21 3:16 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

SOUS LE CHOC DES DERNIERS ÉVÉNEMENTS

Il est possible que d'autres terroristes descendentsur Washington avant le20 janvier

C'est le FBI (Bureau fédéral d'investigations) qui a annoncé, depuis lundi (11 janvier), que l'on doit s'attendre à des manifestations, certaines violentes, dans tous les 50 états de l'Union, avant et durant le jour même de l'inauguration, le 20 janvier, du président Joseph « Joe » Biden et de la vice-présidente Kamala Harris. Car les irréductibles partisans du président Donald Trump continuent avec la rengaine : **« Ēlection truquée, Ēlection volée !** » Dire que M. Trump, responsable de tout le brouhaha, sait bien que les jeux sont faits, mais il continue de maintenir la flamme de la résistance, même s'il eut à dire : « *C'est le moment de bander les plaies et de faire la paix* ».

On l'a vu à la télévision hier, mardi 12 janvier, s'exprimer de façon menaçante répondant à ceux qui insistaient sur la formule de l' « *Amendement 25* » de la Constitution autorisant le vice-président à convoquer le cabinet ministériel pour débattre de l'incapacité du président de fonctionner selon les normes établies, le destituer du pouvoir et prendre la relève. « *Ce 25e amendement, c'est zéro en ce qui me concerne. Mais Joe Biden en sera victime* ». Et tous les analystes de se demander, Quel autre mauvais coup mijote-t-il?

En tout cas, hier soir, la Chambre basse, au Congrès, n'a pas pu faire accepter la formule « Amendement 25 ». Ce sera autrement aujourd'hui, mercredi 13 janvier, pendant que vous lisez ces lignes, car la Chambre basse se réunit pour de « ***l'impeachment*** » (la mise en accusation) du président pour « *actes séditieux contre la nation* ».

En effet, il ne manque pas de preuves que le président Trump et certains de ses acolytes avaient, par leurs discours violents, chauffés à blanc leurs partisans, lors de l'attroupement, mercredi dernier (6 janvier), à l'Elipse, le grand parc du côté sud de la Maison-Blanche, près de l'Avenue Pennsylvania dirigeant vers le Capitole, dit « *Haut lieu de la démocratie* ». C'est bien dans cet immeuble géant que sont logés les bureaux et les grandes salles où les législateurs débattent des questions avant de légiférer sur différents aspects de la vie des citoyens de ce pays dit de «**Law and Order** », pays ou «la loi prime ainsi que l'ordre». Tel que l'a dit l'ex-président George W. Bush, « *J'ai été*

La vice-présidente élue Kamala Harris.

navré de voir ce qui se passait, comme dans une république bananière ». C'est tout dit.

« *Par vos paroles vous serez condamné* », disent les

Lié Cheney.

Ēcritures. Eh bien, les législateurs, se penchant sur « **l'im-**

Le vice-président américain Mike Pence.

peachment » du président Trump, n'ont qu'à utiliser ses propres mots qu'il a lancés en envoyant ces terroristes « *en mission* » au Capitole. Le FBI et d'autres agences de sécurité procèdent déjà à des arrestations d'individus identifiés comme étant les meneurs au cours du chaos orchestré mercredi dernier au Capitole. Plusieurs d'entre eux étaient armés, équipés de cocktail molotovs et étaient en possession de menottes en plastic dites «*menottes démocratiques* ».

Alors, les terroristes envisageaient, non seulement de fusiller certains législateurs, mais aussi de se faire des prisonniers. Imaginez ce qui serait arrivé, si ceux préposés à la sécurité des législateurs n'avaient pas agi promptement pour les conduire en lieu sûr. Car, ce sont eux, avec le vice-président Mike Pence chargé, selon la Constitution, de présider la séance, ce jour-là, avec les deux Chambres réunies, qui devaient certifier le vote du Collège électoral, soit 306 votes en faveur de Joe Biden, contre 232 pour Donald Trump. La séance ayant été perturbée par l'assaut du Capitole, ce n'est qu'à 11 heures du soir que les parlementaires ont pu s'acquitter de leur devoir.

Alors, on comprend pourquoi des députés républicains (congressmen, etc.) ont déclaré qu'ils voteront aujourd'hui en faveur du vote d' « **impeachment** ». Et Liz Cheney, la fille de l'ex-vice-président de George Bush, la troisième députée en terme de séniorité du Parti républicain, au Congrès, conservatrice convaincu, a fait parler d'elle hier, mardi 12 janvier, sur toutes les chaînes de télévision, annonçant qu'elle votera pour l' « **impeachment** ». Alors, il y a anguille sous roche.

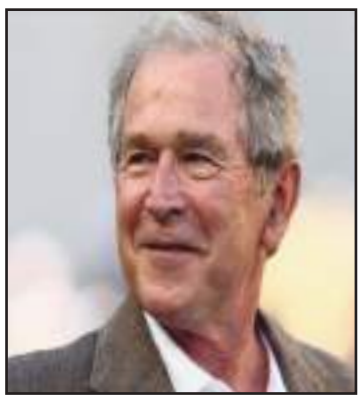
Il va sans dire que le vote de la Chambre basse sera positif, c'est-à-dire négatif pour Donald Trump. Mais il faudra aussi l'assentiment du Sénat, ce qui prendra du temps, car c'est mercredi prochain, dans une semaine, l'inauguration de la nouvelle équipe en charge de l'Exécutif, ainsi que de nouvelles Chambres, le Sénat et la Chambre basse sous l'obédience des démocrates. Ironie du sort, même le sénateur Mitch McConnell, jusque-là dirigeant du Sénat républicain, mais mis à pied, a dit que « *le président a commis des fautes graves passibles* **d'impeachment** ». Est-ce un signal que Trump serait aussi en difficulté au Sénat qui doit ratifier le vote de la Chambre basse ?

***Le Coronavirus continue de faire des dégâts, s'étant métamorphosé en au moins trois variétés.** Ce sont les États-Unis qui continuent de subir davantage les assauts de la pandémie. Durant toute une semaine, la moyenne de nouveaux cas enregistrés se situe à plus de 3 223, selon les chiffres fournis par la Johns Hopkins Université. Entre temps, un autre record est établi, soit 22 000 mortalités durant deux semaines suivies. Et l'on avance à grands pas vers les 400 000 mortalités avant l'inauguration de la nouvelle équipe à la Maison-Blanche, tel que l'avait

Le président élu Joseph Biden

prédit Joe Biden. Car, mardi, le nombre total des mortalités dépassera les 375 000.

Entre-temps, les spécialistes de la santé ont découvert qu'il y a maintenant trois variétés du virus qui ne fait que se métamorphoser. Et le gouvernement fédéral est fortement



L'ex-président républicain américain George W. Bush.

critiqué pour le retard constaté dans la distribution des vaccins. Jusqu'à hier, mardi 12 janvier, seulement 9 millions de personnes ont été vaccinées, tandis que deux semaines avant la fin de l'année 2020, le gouvernement affirmait que 20 millions seraient vaccinés avant la fin de l'année. Et Joe Biden de dire, que la grande priorité pour son gouvernement, aussitôt après l'inauguration, sera « *la guerre au coronavirus* ».

***Dimanche dernier, 10 janvier, à la Cathédrale de Port-au-Prince, les fidèles hurlaient : « Twòp san koule ! Fòk Jovnèl ale »** (Trop de sang a coulé! Il faut que Jovenel s'en aille). Pendant la manifestation, la Sœur Dachoune Sévère, de la Congrégation de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, kidnappée vendredi soir dans sa chambre, à la résidence des Sœurs à Brochette 99, dans la commune de Carrefour.

Ce même dimanche soir, entre 7 h et 8 h, la sœur Dachoune Sévère est ramenée au couvent, à motocyclette. Mais pas avant qu'on aurait payé une rançon.

***Tard, hier mardi 12 janvier (20:52;09h), le gouvernement dominicain a publié un communiqué dit "conjoint" concernant le tête-à-tête du dimanche entre le président Luis Abinader et le président Jovenel Moïse.**

Rien n'est dit dans le communiqué tardif concernant « *l'évolution de la situation politique* », pourtant le dernier point mentionné dans les « *weets* » des deux présidents. Pourquoi faire le mort sur ce dernier point de la conversation ? Détails la semaine prochaine.

***Dernière heure : Le secrétaire d'Ētat Mike Pompéo a annulé son vol pour l'Europe, hier, mardi, 12 janvier, à la dernière minute.** Que les temps ont changé ! Selon des sources diplomatiques, le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, ainsi que d'autres officiels de l'Union européenne, ont décliné de s'asseoir avec lui. Ā la semaine prochaine,

Pierre Quiroule II
13 janvier 2021